

LETTRE D'INFORMATION À DESTINATION DES ÉLUS



Travaux de l'Assemblée des Français de l'Étranger
40e session – Paris – 18 au 22 mars 2024

Discours Introductif du ministre délégué Franck RIESTER. Ce qu'il fallait retenir

40^e session de l'AFE. 20 ans après l'adoption de la loi [par laquelle le CSFE est devenu l'AFE](#), se sont réunis les conseillères et conseillers des Français de l'étranger à Paris.

Franck RIESTER, ministre délégué notamment chargé des Français de l'étranger, prenait la parole pour la première fois dans ses nouvelles fonctions. Il a salué son prédécesseur, Olivier BECHT et affirmé vouloir inscrire son action dans les pas de celui-ci en poursuivant et en amplifiant le travail de modernisation et de dématérialisation des démarches administratives. Il a insisté sur sa démarche « pragmatique » et a réaffirmé sa volonté de trouver des réponses concrètes aux problèmes « sans langue de bois ».

Il a confirmé vouloir « *maintenir le rythme des réformes engagées* ». S'agissant de France Consulaire, aujourd'hui 38 pays d'Europe sont concernés. Le service sera élargi à l'Afrique et au Moyen-Orient en 2024. Le reste du monde : 2025. Il a rappelé les chantiers engagés : expérimentation de la dématérialisation des passeports ; envoi postal sécurisé des passeports dans une trentaine de pays ; dématérialisation de l'état civil ; vote par Internet ; prise de rdv dans les consulats... Les Français de l'étranger sont un « laboratoire » de services, qui ne sont pas proposés en France. Selon Franck RIESTER, France Identité offrira de nouvelles perspectives (dématérialisation des procurations, identification sécurisée pour le vote par Internet, biométrie pour les certificats de vie). Cette identification forte permettra d'alléger les obligations de comparution pour les démarches personnelles.

Le ministre a remercié les conseillers qui mettent tout en œuvre pour accompagner nos compatriotes dans un contexte mondial incertain dans lequel se succèdent les crises, en Ukraine, en Israël et à Gaza ou encore en Haïti et au Niger. Il a insisté sur l'importance des échanges entre élus et officiers de sécurité au sein des ambassades.

Il a demandé aux élus de sensibiliser la communauté aux élections européennes pour une meilleure participation. Il est également revenu sur la charte des élus, afin de mieux encadrer les relations entre les postes et les conseillers des Français de l'étranger. Il s'est dit favorable à l'organisation d'Assises de la protection sociale des Français de l'étranger, reste à trouver le bon cadre. Concernant l'enseignement, il a réaffirmé que l'enseignement français à l'étranger était une priorité et les 580 établissements français à l'étranger un « trésor national ».



- **Les Indépendants : questions/réponses au ministre**

Nadia CHAAYA, présidente du groupe Les Indépendants, présidente du conseil consulaire de Djeddah – Sanaa, membre de la commission de la Sécurité et des Risques sanitaires, a félicité le ministre pour ses nouvelles responsabilités et salué Olivier BECHT. Elle a également remercié la commission des Finances de l'AFE, dont les travaux sur les indemnités des élus ont conduit à leur revalorisation.

Rappelant les débats du Parlement sur le statut des élus, la présidente a souligné que les conseillers aspirent à ce que leurs mandats soient pris en compte : protection, attributs officiels, passeport de service... Elle a également évoqué les nombreuses difficultés administratives qui compliquent le retour en France et appelé à la création d'un guichet unique. Comme toujours, elle a demandé une harmonisation du rôle donné aux élus en cas de crise sécuritaire d'un poste à l'autre. Enfin, elle a demandé que les crédits STAFE non attribués soient redirigés vers la protection sociale.

Sur le retour en France, le ministre a assuré que le gros du travail a été fait avec monservicepublic.fr. Nous devons améliorer encore ces contraintes et ces complexités (...) Je sais combien la simplicité des démarches du retour en France sont un élément clé de la simplification de la vie des Français de l'étranger. »



Geneviève BERAUD-SUBERVILLE, conseillère des Français au Mexique, membre de la commission de la Sécurité et des Risques sanitaires, a interpellé le ministre sur la doctrine appliquée par les postes diplomatiques et consulaires en matière de CNF.

Elle a relevé que lors de démarches administratives telles que renouvellement de passeport, les Français inscrits au consulat, dont la naissance a été transcrite et qui participent aux élections françaises, peuvent se voir demander un CNF. La procédure de demande a été largement réformée par décret. Le recours gracieux n'est plus possible. Elle a appelé à considérer le nombre d'éléments de possession d'état de la nationalité française avec bon sens, en accord avec les pratiques du ministère de la Justice, afin de ne pas dissuader nos compatriotes d'entretenir des liens avec les postes.

Le ministre a admis qu'il fallait « éviter le zèle inutile » et rappelé que les instructions aux postes prévoient que les CNF ne doit être exigé « que dans les seuls cas où il existe un doute suffisamment sérieux sur la nationalité du demandeur pour qu'il soit nécessaire d'établir celle-ci de façon incontestable ou lorsque les textes réglementaires l'imposent, donc là-aussi du cas par cas et de la bonne intelligence. »

Amelie MALLET, secrétaire générale du groupe Les Indépendants, membre de la commission Enseignement, a interrogé le ministre sur l'organisation des journées Défense et Citoyenneté pour les jeunes Français à l'étranger. Estimant que ce lien est indispensable à une meilleure compréhension des valeurs républicaines françaises, a fortiori lorsque le jeune majeur ne parle pas français et n'a jamais vécu en France.

En réponse à Rosiane HOUNGBO-MONTERVERDE, il avait été répondu que l'organisation existant en visio en France pourrait être étendue à l'étranger. Elle a ainsi demandé au ministre ce qu'il en était, deux ans plus tard.

Le ministre a confirmé que « des travaux sont en cours pour la mise en place de JDC numériques, en ligne. Plusieurs points restent à régler mais il y a une volonté à la fois du Ministère de la Défense et du Ministère des Affaires étrangères d'aboutir en la matière. »

Les Indépendants ont demandé que les élus qui détiennent un mandat particulier au titre de l'AFE, tel que membre du CA de l'AEFE ou de la commission nationale STAFE, en rendent compte annuellement en session plénière.



LES TRAVAUX DES COMMISSIONS



Commission des lois, des Règlements et des Affaires Consulaires

- **Rosiane HOUNGBO-MONTEVERDE**, présidente de la commission, conseillère des Français Qatar-Bahreïn
 - **Marie-Christine HARITÇALDE**, présidente du conseil consulaire du Chili
 - **Radya RAHAL**, présidente du conseil consulaire à Alger
- **Charte de l'élu** : travail en collaboration avec l'administration pour identifier les bonnes pratiques et optimiser l'efficacité de la relation. Le but étant d'élaborer un nouveau guide de l'élu et de l'administration.
- **Non transcription des actes de naissance des enfants nés de gestation pour autrui (GPA) ou par procréation médicalement assisté (PMA) à l'étranger** : identification des conséquences et difficultés en droit français, pour les enfants nés à l'étranger par ces procédés et leurs parents.
- **Successions internationales des FDE** : demande du rétablissement des compétences notariales des postes consulaires et diplomatiques hors Europe. Demande de réécriture des modalités du prélèvement compensatoire tel que prévu par le code civil à ce jour. Demande d'un examen par le législateur de l'opportunité d'une reconnaissance civile du *trust* en droit français.
- **Accès à la nationalité française depuis l'étranger** : poursuite des travaux de la commission sur cette thématique, après un précédent rapport sur le certificat de nationalité française (CNF).

Commission des Finances, du Budget et de la Fiscalité

- **Benoît MAYRAND**, vice-président de la commission, vice-président du groupe Les Indépendants, conseiller des Français en Roumanie-Moldavie
 - **Nicolas ARNULF**, vice-président du groupe Les Indépendants, conseiller des Français à Rabat
 - **Richard ORTOLI**, conseiller des Français à New-York
- **Auditions des rapporteurs budgétaires sur les annulations de crédits et les analyses à en tirer**, question du redéploiement des crédits non utilisés du STAFE, interrogations sur la mise en œuvre du Pass Éducation pour lequel un million d'euros avait été budgété. Certaines lignes budgétaires ont également été analysées, comme celles réservées à d'éventuelles élections partielles qui n'ont pas eu lieu.
- **Bilan sur les conventions fiscales**, avec un point de vigilance sur les dénonciations bilatérales
- **Droit au compte, garanties et conséquences**. Audition de responsables de la Banque de France, examen d'une proposition de loi.

LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Commission des Affaires Sociales

- **Sabri MELE**, conseiller des Français à Annaba, Algérie

L'organisation **d'Assises de la protection sociale** a fait l'objet de réflexion à travers trois axes : l'accès à la santé, le financement de la protection sociale et la protection universelle pour les Français établis hors de France.

L'insuffisance de la prise en charge du handicap a fait l'objet de travaux, particulièrement la situation de 8000 Français qui sont pris en charge en Belgique, sans pouvoir être considérés comme non résidents.

La question de l'accompagnement par l'État des femmes souhaitant avoir accès à l'iIVG a été de nouveau abordée, ainsi que, s'agissant de la fin de vie, la nécessité de créer un fichier des directives anticipées pour les Français à l'étranger.

Commission de l'Enseignement, de la Culture et de la Francophonie

- **Amelie MALLET**, secrétaire générale du groupe Les Indépendants, conseillère pour les Français au Royaume-Uni.

La commission a fait un **bilan du réseau**, à commencer par la situation des établissements scolaires dans les pays en crise. La situation de la MLE, dont les difficultés financières sont réelles, appellent à la vigilance. Les difficultés constatées pendant la dernière campagne des bourses scolaires ont été analysées et il a été regretté qu'avant même le dialogue de gestion, la contribution de solidarité soit maintenue au taux fixé pour la dernière campagne.

La commission a appelé à **associer davantage les conseillers des Français de l'étranger** dans les actions de promotion de la culture française à l'étranger, eu égard à la compétence expresse des conseils en la matière.

La mise en œuvre **du Pass Education et du Pass Culture**, qui a déjà fait l'objet de travaux de la commission, a été analysée au regard de la nouvelle direction du ministère.

Commission du Développement Durable et du Commerce extérieur

- **Laurence HELAILI-CHAPUIS**, présidente du conseil consulaire en Irlande.

Recyclage des matériaux utilisés, anticiper la nouvelle affectation des logements du village olympiques, encourager la mobilité douce... la commission a poursuivi ses travaux sur les Jeux olympiques.

Finances vertes et commerce extérieur ont fait l'objet de plusieurs auditions afin d'en analyser les écueils.

L'industrie des métiers d'art d'exception exporte à 42%.

La commission a également proposé une formation « fresque du numérique » et propose un programme de formation en matière de développement durable.

LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Commission de la Sécurité

- **Nadia CHAAYA**, présidente du groupe des Indépendants, présidente du conseil consulaire Djeddah-Sanaa.
- **Thierry CONSIGNY**, présidente des conseils consulaires Tokyo-Kyoto

La commission a travaillé sur **les conflits et menaces actuels**. L'importance d'apporter un soutien psychologique via le centre de crise et de soutien a été porté.

La **cybersécurité** était le second volet, avec une analyse de l'intelligence artificielle (IA) qui, tout en étant un outil utile, peut représenter une menace. Le cas de l'AEFE, dont le service informatique a fait l'objet d'une attaque, a été étudié.

Le **rôle des élus** dans les situations de crise, l'absence d'harmonisation des pratiques d'un poste à l'autre, a à nouveau fait l'objet de débats. La nécessité de donner un passeport de service, particulièrement aux élus dont les circonscriptions couvrent plusieurs pays dont les frontières ne sont pas aisément franchissables, a été affirmée.

Une **formation à l'aide humanitaire** a été proposée par une association. Les élus pourraient être des référents.

C'est avec beaucoup de tristesse que nous apprenons la disparition de Catherine Tribouart Rota, Conseillère des Français à Agadir. Son engagement, ses grandes compétences, son humour et sa fidélité sans faille nous manqueront. Toutes nos pensées accompagnent sa famille dans ces moments douloureux.

Nos pensées attristées accompagnent également notre collègue Yolande Matéo, conseillère des Français à Oran, suite à la disparition de son mari Robert, Oranais apprécié par tant d'entre nous.



Communiqué

Le groupe des indépendants, par la voix de sa présidente Nadia Chaaya a diffusé un communiqué co-signé par les groupes solidaires et indépendants présidé par Annie Réa, union des républicains, du centre et des indépendants présidé par Laurent Rigaud et écologie et solidarité présidé par Baptiste Heinz.



Assemblée des Français de l'étranger

Paris, le 22 mars 2024,

La commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger est parvenue à un compromis douloureux lors de sa réunion annuelle.

La pénurie des moyens budgétaires alloués à l'aide sociale ont conduit ses membres à acter une baisse de 1% des fonds pour l'ensemble des postes afin de répartir l'effort entre tous. Un continent ne peut être sacrifié au bénéfice d'un pays.

La commission nationale consultative STAFE s'est réunie à sa suite. L'ensemble des crédits affectés aux subventions du tissu associatif français à l'étranger n'a pas été dépensé.

La réaffectation des 300.000 euros non dépensés pour le STAFE vers l'aide sociale permettrait de ne pas procéder à la baisse de 1% dans l'ensemble du monde.

Nous, conseillères et conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger, demandons au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères d'utiliser la fongibilité des programmes et de rediriger les crédits STAFE non utilisés vers la protection sociale de nos compatriotes les plus fragiles.

Nadia Chaaya pour le groupe Les Indépendants

Annie Réa pour le groupe Solidaires et Indépendants

Laurent Rigaud pour le groupe Union des Républicains, du Centre et des Indépendants

Baptiste Heinz pour le groupe Ecologie & Solidarité

Et toujours...

Chaine YouTube de l'AFE:

(Diffusion en différé des séances plénières)

[Chaîne de l'Assemblée des Français de l'Étranger – YouTube](#)

Site de l'Assemblée des Français de l'étranger:

Fil d'actualité:

[Fil d'actualités - Assemblée des Français de l'étranger \(AFE\) \(assemblee-afe.fr\)](#)

Annuaire des Conseillers des Français de l'Étranger:

[Annuaire des Conseillers des Français de l'étranger - Assemblée des Français de l'étranger \(AFE\) \(assemblee-afe.fr\)](#)

Annuaire des Conseillers à l'AFE:

[Annuaire des conseillers - Assemblée des Français de l'étranger \(AFE\) \(assemblee-afe.fr\)](#)



Pour nous contacter : contact.independantsafe@gmail.com